

La situation économique

Le taux flotte sur l'inertie et l'ignorance du gouvernement au pouvoir.

Le 13 novembre 1979, l'actuel ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) a déclaré que le gouvernement conservateur semblait avoir «adopté l'approche du malthusianisme économique de M. Volcher aux États-Unis». Qui donc, depuis quelques semaines, est mal à l'aise et se cherche une excuse? Il a déclaré devoir suivre aveuglément la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis, qui a été imposée par qui? Par ce même malthusien économique qu'il réprouvait l'an dernier, M. Volcher. Voilà qui nous donne une idée de ce que nous pouvons attendre d'eux. Le 6 novembre 1979, le critique financier du parti libéral déclarait:

... les libéraux ont tout à fait raison de réviser leur politique sur les taux d'intérêt.

Quand le feront-ils? Quand la réviseront-ils? Ce taux préférentiel de 18.25 p. 100 fait-il partie de cette nouvelle politique? L'ancien critique financier, aujourd'hui ministre de l'Industrie et du Commerce, nous disait ceci le 30 octobre 1979, lorsque le taux d'escompte de la Banque du Canada était de 14 p. 100 et non pas de 17.36 p. 100:

... cela entraînera la perte de milliers d'emplois, une hausse du coût de la vie, la stagnation de l'industrie de la construction, cela signifiera que la majorité des Canadiens à revenus faibles et moyens ne pourront s'acheter une maison, cela va nuire à la petite entreprise, aux agriculteurs, et contribuer à faire monter le prix des aliments.

Est-ce que tout cela a changé depuis quelques mois? N'est-ce pas la conséquence de la montée des taux d'intérêt qui dépassent maintenant de 4 p. 100 de l'automne dernier? Enfin, qui a déclaré ceci:

Je ne pense pas que laisser tomber la valeur du dollar quelque peu ait des conséquences aussi néfastes pour notre économie que les taux d'intérêt élevés actuels.

C'était le même critique financier du même parti, le parti gouvernemental, qui ne fait rien et qui ne semble pas vouloir faire quoi que ce soit. Le cœur tendre, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy), en sa qualité de critique du logement de l'opposition libérale, déclarait ceci le 29 octobre 1979:

S'il est nécessaire d'augmenter les taux d'intérêt, il est non moins nécessaire d'aider ceux-là mêmes qui sont victimes de ces hausses.

A ce moment-là, la Banque du Canada avait fixé son taux à 14 p. 100. Le ministre est le collègue du ministre des Finances qui se garde de faire quoi que ce soit pour aider les victimes de ces taux d'intérêt. Pourquoi le ministre ne démissionne-t-il pas? Parce qu'il est un hypocrite, un pur hypocrite. S'il ne peut réussir à convaincre le ministre des Finances de tenir ses promesses de l'an dernier, il devrait alors démissionner. C'est le gouvernement tout entier qui devrait démissionner.

• (2100)

On ne peut uniquement expliquer la hausse des taux d'intérêt par la hausse des taux aux États-Unis. Il existe bien d'autres pays au monde qui, à l'encontre du Canada, ont adopté une politique indépendante, de sorte que leurs taux ne sont pas touchés par ce qui se passe aux États-Unis. Ils n'ont pas à s'inquiéter de ce qui arrive aux États-Unis. Le ministre déclare que ce sont les taux d'intérêt américains qui ont fait monter les taux canadiens. Pourquoi alors au cours de ces dernières semaines, au Royaume-Uni, les taux d'intérêt sont tombés de 17.5 p. 100 à 15 p. 100? Pourquoi le taux d'intérêt est-il de 5.75 p. 100 en Suisse? Pourquoi le taux d'intérêt en Allemagne de l'Ouest est-il de 11.5 p. 100 et n'a-t-il pas

emboîté le pas aux taux d'intérêt américains depuis un mois ou deux? Pourquoi les taux d'intérêt sont-ils de 8.85 p. 100 au Japon et n'ont-ils augmenté que de 0.20 p. 100 depuis un mois ou deux? Pourquoi le Canada est-il le seul pays à suivre la hausse des taux d'intérêt américains? C'est parce que l'économie canadienne a été terriblement affaiblie par la politique que pratique le gouvernement d'en face depuis douze ans. Sa politique contribue à hausser les taux d'intérêt, voilà pourquoi. Le ministre déclare que, cette année, le compte courant de notre compte international accusera un déficit de 6.2 milliards. L'année dernière, il était de 5.8 milliards. Autrement dit, nous devons obtenir 6.2 milliards des autres pays du monde pour pouvoir survivre. Nous consommons plus que nous ne pouvons produire. Nous vivons aux dépens du reste du monde et nous avons été dirigés dans cette voie depuis sept ans par le gouvernement libéral et par le ministre des Finances, par son prédécesseur M. Chrétien, par son prédécesseur M. Macdonald et par M. Turner qui a lancé le mouvement et qui se cache maintenant à Toronto pour se dégager de toute responsabilité. Notre dette extérieure atteint maintenant 75 milliards et c'est pourquoi notre dollar est aussi vacillant, en plus du fait que le gouvernement s'attaque au secteur privé, ne combat pas l'inflation et n'aidera pas le gouverneur Bouey et la Banque du Canada à la juguler. Il parle de mesures énergiques, mais il ne fait rien. Il ne fait rien, car il sait que toute intervention serait pénible. Pour remédier à la situation il faudrait prendre des mesures douloureuses, et comme le parti d'en face ne veut rien imposer de pénible, il préfère s'abstenir. Mais le Canada en fait les frais. L'économie canadienne subira un coup fatal parce qu'il ne fera rien entre-temps. Il préfère s'attaquer aux provinces, s'attaquer au secteur pétrolier et gazier en brandissant le spectre de l'Agence d'examen de l'investissement étranger. C'est pourquoi les capitaux quittent le pays, à cause de la politique énergétique bancal et biscornue de Marc Lalonde qui a été imposée, espérons-nous, au ministre des Finances qui n'a pas le courage ou la jugeote de demander à son collègue de l'Énergie, des Mines et des Ressources de changer sa politique et de s'entendre avec l'Alberta. Nos taux d'intérêt s'inspirent de ceux pratiqués aux États-Unis en raison de la faiblesse de notre économie. Aucun autre pays n'en fait autant. Aucun autre Parlement dans le monde, que ce soit au Japon, en Allemagne de l'Ouest ou au Royaume-Uni, ne critique la politique de la réserve fédérale américaine car on sait que les États-Unis doivent à tout prix juguler leur inflation sous peine d'entraîner la ruine du monde occidental. Notre ministre, cherchant à se disculper, est le seul à faire ces critiques mielleuses. D'après lui, les initiatives américaines ne sont pas très heureuses même si elles reprennent celles de M. Bouey ici même, à la Banque du Canada. Le moment est venu pour le ministre de démissionner s'il n'est pas disposé à assumer ses responsabilités.

Penchons-nous sur la situation du dollar canadien, monsieur l'Orateur. Il n'a jamais été aussi faible depuis 1930 ou 1931. Les taux d'escompte ont grimpé de 5 p. 100 depuis la présentation du budget. A lui seul, le coût supplémentaire du pétrole que nous devons à la faiblesse de notre dollar s'établit à 109 millions de dollars depuis le mois de mars. Le gouvernement importe du pétrole en quantités de plus en plus importantes. Il préfère importer du pétrole saoudien et payer au Sheik Yamani \$40 le baril plutôt que de payer à nos concitoyens plus